

Accord professionnel
RÉGIME D'ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ
DES SALARIÉS NON CADRES DES ENTREPRISES
ET EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Meuse)
(29 juin 2009)

(Etendu par arrêté du 11 décembre 2009,
Journal officiel du 24 décembre 2009)

AVENANT N° 2 DU 2 AVRIL 2014

NOR : AGRS1497208M

Entre :

La FDSEA de la Meuse ;

La FDCUMA de la Meuse ;

Les entrepreneurs des territoires de Lorraine ;

Le syndicat des maraîchers, horticulteurs et pépiniéristes de serre de la Meuse,

D'une part, et

L'UD CFDT de la Meuse ;

L'UD CFTC de la Meuse ;

L'UD CGT de la Meuse ;

L'UD CGT-FO de la Meuse ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de mettre l'accord « Frais de santé » en conformité avec les dispositions de l'avenant n° 3 à l'accord national du 10 juin 2008. Ainsi :

- les cotisations évoluent afin d'intégrer la portabilité ;
- les conditions de maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail sont modifiées.

Article 1^{er}

Taux de cotisations et répartition

Le paragraphe « 1. Taux de cotisations et répartition » de l'article 9 « Cotisations » est modifié comme suit.

« Le taux des cotisations mensuelles destinées au financement des prestations définies à l'article 6, couvrant le salarié seul à titre obligatoire, est de 1,20 % (financement du dispositif de portabilité inclus).

Ce taux est défini en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS) et réparti comme suit :

- 15 % à la charge de l'employeur, soit un taux de 0,18 % du PMSS, dans la limite du plafond prévu par l'accord national de protection sociale complémentaire en agriculture du 10 juin 2008 et par ses avenants ;
- 85 % à la charge du salarié, soit un taux de 1,02 % du PMSS.

En cas de souscription à l'extension de garantie prévue à l'article 6, permettant à la famille du salarié de bénéficier des garanties conventionnelles, le montant mensuel de la cotisation additionnelle est de 2,14 % (financement du dispositif de portabilité inclus). Ce taux est défini en pourcentage du PMSS et est à la charge exclusive du salarié.

Par ailleurs, les salariés ne remplissant pas les conditions d'ancienneté, ainsi que ceux dont le contrat de travail est suspendu sans donner lieu à rémunération, peuvent demander à bénéficier des garanties moyennant le paiement à leur charge exclusive de la cotisation dont le montant s'élève à 1,20 % du PMSS. »

Article 2

Maintien des droits en cas de suspension du contrat de travail

Le paragraphe « 3. Suspension du contrat de travail » de l'article 9 « Cotisations » est modifié comme suit :

« 3. Suspension du contrat de travail

a) Suspension du contrat de travail pour un motif non lié à la maladie, l'accident ou la maternité

En cas de suspension du contrat de travail pour un des cas de congés prévus par les dispositions légales, ne donnant pas lieu à maintien en tout ou partie de salaire par l'employeur, le salarié bénéficie des garanties complémentaires frais de santé pendant les 3 premiers mois de la suspension du contrat, sans versement de cotisation. Cette période de 3 mois court à compter du premier jour du mois civil suivant celui au cours duquel survient la suspension du contrat de travail.

Le salarié demeure seulement redevable de la part de cotisations correspondant au tarif "famille", s'il a fait le choix de s'y affilier.

Après cette période, et tant que dure la suspension du contrat de travail, le salarié peut demander à l'organisme assureur de continuer à bénéficier de la garantie complémentaire santé à titre individuel, en s'acquittant de la totalité de la cotisation globale.

L'employeur doit informer l'organisme assureur ou son délégataire dès le début de la suspension du contrat de travail, en précisant sa durée.

b) Suspension du contrat de travail pour maladie, accident (toutes origines) ou maternité

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité indemnisé par le régime de base de sécurité sociale et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues par le présent accord sont maintenues sans versement de cotisation, pour tout mois civil complet d'absence.

Le salarié demeure seulement redevable de la part de cotisations correspondant au tarif "famille", s'il a fait le choix de s'y affilier.

Si l'absence est inférieure à 1 mois civil complet, la cotisation est due intégralement (part patronale et part salariale). »

Article 3

Portabilité des droits à la complémentaire frais de santé

Au début de l'article 11 « Maintien de garanties au profit des anciens salariés et des ayants droit d'un salarié décédé » est ajouté un paragraphe « Portabilité » rédigé comme suit :

« Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant pour information en annexe à l'avenant n° 2 du 2 avril 2014). »

Article 4

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur :

- articles 1^{er} et 2 : le premier jour du trimestre suivant la date de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* ;
- article 3 : le 1^{er} juin 2014.

Article 5

Maintien des autres dispositions

Les autres dispositions de l'accord ne sont pas modifiées.

Article 6

Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, dont un exemplaire est déposé à la DIRECCTE de Lorraine.

Fait à Laxou, le 2 avril 2014.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

DISPOSITIONS LÉGALES SUR LA PORTABILITÉ

(art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale)

« Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité, bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1. Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2. Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3. Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4. Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5. L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6. L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail. »